

TIGF

Pau le : 23 Janvier 2017

**Consultation publique du 21 Décembre 2017 N°2017-19
relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux
stockages souterrains de gaz naturel en France**

Contribution de TIGF

Destinataire : Commission de Régulation de l'Energie

Introduction:

TIGF est heureux d'avoir l'opportunité de participer à la consultation publique du 21 Décembre 2017 N°2017-19 relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France (ci-après ATS) et souhaite vivement que les observations qu'il formule à cette occasion soient prises en considération.

Dans cette perspective, la présente réponse - qui fait suite à un ensemble de contributions de TIGF aux travaux engagés par la CRE pour mettre en œuvre l'ATS - s'efforce de fournir des pistes tout en exprimant avec franchise ses réserves.

TIGF est contraint de formuler un avis défavorable à la mise en œuvre de l'ATS telle que proposée par la CRE dans sa consultation.

Les dispositions du texte soumis à consultation ne prennent pas adéquatement en compte le contexte de la réforme, à savoir la transition de l'exploitation d'actifs existants relevant de la propriété privée d'un régime commercial marchand¹ à un régime de revenu régulé.

Les dispositions proposées par la CRE entraînent une atteinte au droit de propriété de TIGF à hauteur de 300 millions d'euros, représentant une décote de près du quart de la valeur de l'activité de stockage de TIGF, et une rupture d'égalité entre les opérateurs des sites en exploitation. Ces dispositions pourraient entraîner des surcoûts à l'avenir pour les utilisateurs du système gazier et les consommateurs français.

Alors que les principes gouvernant la mise en œuvre de l'ATS découlent du contexte de la réforme, ceux qui ont inspiré les propositions de la CRE ne les prennent pas suffisamment en compte.

Les stockages souterrains de gaz en France ont été développés et sont aujourd'hui exploités en France par trois opérateurs dans un environnement marchand et concurrentiel, dans la mesure où :

- les décisions d'investissement ou de fermeture des sites reviennent aux opérateurs,
- les revenus de la commercialisation de ces capacités appartiennent aux opérateurs concernés quel qu'en soit le niveau et dépendent directement de la qualité et de la performance des offres qu'ils proposent au marché

Dans l'objectif de renforcer la sécurité d'approvisionnement gazier, pour garantir aux consommateurs la disponibilité de la ressource gazière², la loi n°2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement a modifié le cadre d'accès aux infrastructures de stockage souterrain de gaz et a notamment instauré un environnement régulé dans lequel seront soumis à contrôle administratif direct:

¹ Un régime marchand désigne l'absence de contrôle administratif a posteriori ou a priori sur le montant des revenus annuels des opérateurs de stockage souterrain de gaz en France.

² Exposé des motifs de la Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement, article 4

- les décisions d'investissement ou de fermeture des sites,
- le niveau des revenus de chaque opérateur.

Les enjeux d'une telle réforme sont aussi nombreux que les facteurs de risques afférents, et c'est pourquoi sa mise en œuvre doit reposer sur un ensemble de principes établis de façon prudente et transparente, faute de quoi seront remis en cause l'accomplissement des objectifs de la réforme et la sécurité juridique nécessaire au bon fonctionnement de tout dispositif de régulation sectoriel.

Dans le contexte de la transition d'un environnement marchand à un environnement régulé, les principes suivants s'imposent notamment, et doivent être pris en compte par le régulateur :

- la mise en œuvre de la réforme ne doit pas traiter inégalement les opérateurs et ne doit pas méconnaître les règles de concurrence ;
- cette mise en œuvre doit protéger le droit de propriété des opérateurs sur les actifs et ne doit pas confisquer la valeur économique des investissements réalisés dans l'environnement marchand ;
- cette mise en œuvre, enfin, ne doit pas entraîner de surcoûts pour les consommateurs.

Or les dispositions proposées au stade actuel par la CRE, notamment en ce qui concerne la BAR initiale, ne semblent pas respecter ces principes.

Dans son exposition des principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage, la CRE rapproche la méthodologie retenue pour déterminer la BAR initiale de la « *méthodologie de coûts courants économiques dont les principes essentiels ont été arrêtés par la Commission [...] Houri* » en 2002. Toutefois, la CRE ne développe pas plus avant les fondements et modalités de ce rapprochement.

A la lumière de la consultation et des échanges avec la CRE, TIGF comprend que la Commission :

- a transposé, pour les installations de surface, les modalités de calcul du prix de cession par l'Etat des actifs de transport de gaz,
- a apporté, pour le gaz coussin, des ajustements à ces modalités de calculs, orientés par des considérations d'apparence comptables.

En outre, il ressort du texte soumis à consultation que la CRE a calculé et présenté l'impact de ses propositions sur le revenu conjugué des opérateurs de stockage en France.

TIGF considère toutefois que cette approche n'est pas complètement conforme aux principes édictés par la Commission Houri. Une approche conforme à la méthode suivie par cette dernière aurait, en réalité, reposé sur la prise en compte de valeurs comptables retraitées selon des paramètres économiques, ces retraitements devant eux-mêmes être orientés par l'analyse de l'économie de la réforme.

TIGF rappellera brièvement, à ce stade, quelques-unes des considérations générales exposées dans les conclusions de la Commission Hourri :

- «le changement du statut des réseaux ne devrait pas avoir pour conséquence de désavantager ou au contraire d'avantager de manière significative les opérateurs »
- il est « légitime de tenir compte de la nécessité d'assurer aux opérateurs de transport une rentabilité satisfaisante »
- la méthode doit permettre de « ne pas bouleverser les équilibres économiques des entreprises »³.

Ainsi, en suivant cette même méthode, les ajustements économiques pertinents auraient dû être déterminés à la lumière, d'une part, de l'analyse de l'économie de la réforme dans le contexte de marché où elle intervient⁴, et, d'autre part, de la triangulation de plusieurs méthodes et de tout élément chiffré apportant une information pertinente sur la valeur économique des activités concernées.

TIGF note à ce titre que :

- dans le texte soumis à consultation la CRE ne semble pas se référer aux principes et méthodes proposées par la mission interministérielle (Inspection Générale des Finances, Conseil Général de l'Economie, Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable) dans son rapport sur le stockage souterrain de gaz publié en avril 2017⁵, et ne justifie pas davantage pour quelles raisons ces principes et méthodes n'ont pas été suivis. Une telle démarche aurait été à même d'aboutir à une valeur économique conforme aux principes généraux précédemment mentionnés et aux principes suivis par la Commission Hourri auxquels la CRE a entendu se référer,
- la CRE a validé, en novembre 2017, l'internalisation partielle du CRIGEN par GRTgaz en se fondant sur une évaluation financière correspondant au «résultat de la confrontation des fourchettes de valeurs obtenues en appliquant plusieurs méthodologies de valorisation d'actifs (en particulier l'analyse de transactions comparables, le DCF – Discounted Cash Flows – et la méthode dite de « rente de goodwill » mêlant méthode patrimoniale et DCF)»⁶.

Or le texte soumis à consultation publique ne met pas en évidence une telle démarche ni de tels ajustements économiques, et ce malgré les nombreuses contributions dans lesquelles TIGF a présenté la nécessité de tels ajustements et apporté des éléments quantitatifs auxquels se référer.

³ Commission spéciale instituée par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001, *Transfert de propriété des réseaux de transport de gaz naturel*, 28 mai 2002

⁴ En particulier, la place de la BAR comme levier central de l'impact économique de la réforme ; tandis que lors du transfert de propriété des réseaux de transport de gaz cet impact reposait sur le prix de cession, mais également l'indemnité de cession et la prise en compte du prix de cession dans les tarifs futurs.

⁵ Celle-ci invitait la CRE à « une attention particulière à la valeur à l'entrée des actifs » ; notait que la « la valeur ajoutée [de l'ingénierie des sites de stockage n'est appréhendée qu'en partie par les coûts supportés lors des investissements et par la valeur comptable » ; préconisait de « Prendre en compte systématiquement le service rendu au système par chaque installation » ou encore de « Classer les sites de stockage par rapport à un benchmark compétitif » Conseil Général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies, Inspection Générale des Finances

⁶ Délibération N°2017-268 de la Commission de régulation de l'énergie du 30 novembre 2017 portant approbation de cinq contrats en lien avec l'internalisation partielle par GRTgaz du Centre de Recherche et d'Innovation pour le Gaz et les Energies Nouvelles d'ENGIE (CRIGEN)

Au contraire, le texte proposé à ce stade comporte, selon TIGF, plusieurs éléments contestables :

- l'approche préconisée par la CRE ne prend pas en compte les différentiels de valeur et de performance des différents sites révélés par l'environnement marchand
- dans la transposition des modalités comptables d'amortissement, la CRE fait l'hypothèse qu'elles apportent de l'information sur la valeur économique des activités, ce qui n'est, en réalité, pas le cas,
- la CRE méconnaît la structure du marché en appréciant l'impact de ses propositions sur le revenu des opérateurs de manière limitée à la seule maille nationale.

Ces dispositions aboutissent à une méthode, une valorisation de la BAR initiale et des fourchettes de revenus autorisés envisagés qui ont notamment deux conséquences :

- la valeur de la BAR proposée par la CRE est inférieure d'au moins 300 millions d'euros à la valeur économique réelle des actifs de TIGF estimée selon les principes adéquats, représentant une décote de près du quart de la valeur de l'activité de l'opérateur,
- les revenus proposés baissent de -8% à 21% entre 2017 et 2018 (borne haute, borne basse), tandis que ceux de Storengy et Géométhane augmentent de +17% à 34%.

Il en résulte :

- une confiscation de la valeur des investissements réalisés par TIGF en environnement marchand avant la mise en œuvre de la réforme,
- une inégalité de traitement injustifiée entre opérateurs d'infrastructures de stockage souterrain en France lors de la mise en œuvre de la réforme.

Ces résultats sont d'autant plus contestables qu'ils sont en décalage très significatif avec la contribution relative des opérateurs à la sécurité d'approvisionnement en France, objectif même de la réforme instituée par le législateur : alors que TIGF apporte 25% des capacités disponibles et 36% des capacités utilisées en débit de pointe, la mise en œuvre de la réforme lui reconnaît seulement environ 20% des revenus autorisés.

TIGF souligne que les hypothèses retenues dans la consultation publique conduisent à des ratios, coût par unité de capacité technique, significativement différents entre les deux principaux opérateurs.

Ratio	BAR		Revenu Autorisé				Charges nettes d'exploitation	
	M€/ (GWh/j)	M€/TWh	M€/ (GWh/j)		M€/TWh		M€/ (GWh/j)	M€/TWh
			Min	Max	Min	Max		
Storengy	2.3	33.9	0.33	0.39	4.92	5.69	0.12	1.82
TIGF	1.9	31.7	0.25	0.29	4.2	4.89	0.08	1.27

Les principes généraux précédemment rappelés ont ainsi été directement méconnus.

En outre, la mise en œuvre de l'ATS proposée par la CRE présente d'autres inconvénients.

Les premiers sont constitués par un risque d'inefficacité de l'investissement et d'augmentation des coûts pour les consommateurs.

Le projet de texte transpose largement le régime utilisé pour les réseaux d'énergie, mais, contrairement aux différentes composantes d'un réseau, les sites de stockage sont en concurrence les uns avec les autres et offrent des produits de valeurs économiques différentes. En conséquence de cela, les signaux économiques envoyés jusqu'ici par l'environnement marchand quant à l'ordre de préséance des décisions de fermeture et d'investissements sont neutralisés, et sont remplacés par un contrôle administratif direct des propositions que les opérateurs formuleront dans un régime apportant moins d'incitations à donner la priorité aux décisions dont la valeur de marché est la plus élevée. Une telle proposition de mise en œuvre intervient malgré des suggestions alternatives (y compris par la mission interministérielle) dans lesquelles le risque de défaillance réglementaire aurait pu être réduit, voire supprimé. Ce risque pourrait contribuer à la réalisation des mauvais investissements et donc à ce que les consommateurs paient pour l'utilisation d'un parc de stockage moins efficient et un approvisionnement en gaz plus cher.

Les seconds ont trait aux conséquences du risque réglementaire sur les investissements. Pour mémoire, TIGF croit utile d'attirer également l'attention sur le fait que le caractère confiscatoire des dispositions proposées serait susceptible de mettre en évidence un vrai risque réglementaire ayant des répercussions négatives sur l'attractivité de la France pour les investisseurs étrangers dans les secteurs régulés. En effet, si le texte était maintenu en l'état, l'investissement dans les infrastructures dans notre pays serait perçu comme étant à risque compte tenu de la possibilité pour les autorités régulatrices de porter atteinte au droit de propriété des opérateurs.

C'est notamment pour l'ensemble de ces motifs que TIGF est conduite à exprimer son désaccord sur les dispositions envisagées par la CRE dans sa consultation publique concernant la mise en œuvre de la réforme.

Si quelques-unes des préoccupations de TIGF se rattachent – on l'a vu – à des considérations qui lui sont propres, la contestation de la méthode suivie par la CRE et l'identification de risques systémiques générés par ses orientations renvoient au souci d'assurer au système la solidité technique, la robustesse juridique et la fiabilité financière nécessaires. Seules, en effet, cette solidité, cette robustesse et cette fiabilité seront de nature à garantir l'efficacité et la pérennité de la réforme.

Question 1 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage?

TIGF est en accord avec le choix de reprendre les principes généraux de détermination du revenu autorisé utilisé pour les autres infrastructures d'énergie régulées en France (définition du revenu autorisé identique aux infrastructures de transport de gaz, recouvrement des écarts via le CRCP, rémunération des charges du capital) mais attire l'attention sur la nécessité de l'adapter à l'activité de stockage de gaz et, dans son initialisation, au contexte de la réforme ATS. Ainsi, TIGF n'est en particulier pas favorable à la méthodologie envisagée pour l'initialisation de la BAR et du revenu autorisé

Les principes gouvernant la mise en œuvre de l'ATS doivent découler du contexte de la réforme

Les infrastructures de stockage souterrain de gaz en France ont été développées et sont aujourd'hui exploitées en France par trois opérateurs.

Cette exploitation est soumise à plusieurs réglementations, notamment la police des mines - en vertu de laquelle l'infrastructure doit être exploitée sous le régime de la concession minière - et la police des installations classées pour la protection de l'environnement. Les opérateurs de stockage sont, par ailleurs, tenus de respecter plusieurs obligations de service public.

- Dans ce contexte réglementaire, les sites sont exploités selon mode marchand, c'est-à-dire : où les décisions d'investissement ou de fermeture des sites en exploitation reviennent aux opérateurs, sous réserve de conformité aux réglementations évoquées ci-avant
- où les revenus de la commercialisation de ces capacités appartiennent aux opérateurs concernés quels qu'en soit le niveau.

Dans l'«objectif de renforcer la sécurité d'approvisionnement gazier, pour garantir aux consommateurs la disponibilité de la ressource gazière »⁷, la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement a modifié « *le cadre d'accès aux infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel nécessaires à la sécurité d'approvisionnement et au fonctionnement du réseau gazier, à leur exploitation et à leur commercialisation* »⁸. Ces modifications s'articulent autour de trois principes :

- *l'obligation pour les opérateurs de stockage de maintenir en fonctionnement les infrastructures de stockage identifiées dans la*

⁷ Exposé des motifs de la Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement, article 4

⁸ *Ibid*

programmation pluriannuelle de l'énergie comme nécessaires à la sécurité d'approvisionnement

- *la commercialisation aux enchères des capacités de ces infrastructures de stockage*
- *la régulation par la Commission de régulation de l'énergie du revenu des opérateurs des infrastructures de stockage considérées comme nécessaires à la sécurité d'approvisionnement et une garantie de couverture des coûts en contrepartie de l'obligation de maintien en fonctionnement de ces infrastructures*

Il ressort de ces éléments que la réforme a pour objet de sortir les installations de stockage concernées de l'environnement marchand pour les faire entrer dans un environnement régulé dans lequel seront en particulier soumis à contrôle administratif direct :

- les décisions d'investissement ou de fermeture des sites en exploitation,
- et le niveau des revenus de chaque opérateur.

Les enjeux d'une telle réforme sont aussi nombreux que les facteurs de risques afférents, et c'est pourquoi sa mise en œuvre doit reposer sur un ensemble de principes établis de façon prudente et transparente, faute de quoi seront remis en cause l'accomplissement des objectifs de la réforme et la sécurité juridique nécessaire au bon fonctionnement de tout dispositif de régulation sectoriel .

Dans le contexte de la transition d'un environnement marchand à un environnement régulé, les principes suivants s'imposent et doivent être pris en compte par le régulateur

- la mise en œuvre ne doit ni traiter inégalement les opérateurs ni méconnaître les règles de concurrence ;
- cette mise en œuvre doit protéger le droit de propriété des opérateurs sur les actifs et ne doit pas confisquer la valeur économique des investissements réalisés dans l'environnement marchand
- cette mise en œuvre, enfin, ne doit pas entraîner de surcoûts pour les consommateurs.

Dans son exposition des principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage, la CRE rapproche la méthodologie retenue pour déterminer la BAR initiale de la « méthodologie de coûts courants économiques dont les principes essentiels ont été arrêtés par la Commission [...] Houri » en 2002.

Le transfert de propriété des réseaux de transport de gaz naturel s'inscrivait dans le cadre du passage de l'exploitation de ces infrastructures d'un régime de

concession à un système d'autorisation (« changement de statut »⁹). En outre, il s'inscrivait dans le contexte plus large de la mise en place de l'accès des tiers aux réseaux de transport de gaz, réforme emportant des modifications des modes de commercialisation, de décision d'investissement et de régulation du revenu des infrastructures de transport de gaz. On comprend dans ce contexte la pertinence de se référer à ce précédent en vue d'éclairer la mise en œuvre de l'ATS.

Néanmoins :

- la CRE ne précise pas en quoi la méthodologie retenue est cohérente avec les principes arrêtés par la Commission Houry
- la CRE ne présente pas l'analyse comparée du contexte et des enjeux de la réforme de l'ATS et de la privatisation des réseaux de transport de gaz naturel, en vue de justifier la transposition ou l'adaptation envisagée de ces principes

A la lumière des échanges avec la CRE, TIGF comprend que, dans le texte soumis à consultation, la Commission :

- a transposé aux installations de surface des opérateurs de stockage les modalités de calcul du prix de cession par l'Etat des actifs de transport de gaz pour les installations de surface,
- a apporté des ajustements, orientés par des considérations comptables, à cette méthode avant de l'appliquer au gaz coussin

Par ailleurs, il ressort du texte soumis à consultation que la CRE a calculé et présenté l'impact de ses orientations sur le revenu conjugué des opérateurs de stockage en France.

TIGF considère que cette approche n'est pas complètement conforme aux principes édictés par la Commission Houry. Une approche conforme aurait reposé sur la prise en compte de valeurs comptables retraitées selon des paramètres économiques, ces retraitements étant eux-mêmes orientés par l'analyse de l'économie de la réforme.

TIGF rappelle quelques-unes des considérations générales exposées dans les conclusions de la Commission Houry :

- « *le changement du statut des réseaux ne devrait pas avoir pour conséquence de désavantager ou au contraire d'avantager de manière significative les opérateurs* »
- il est « *légitime de tenir compte de la nécessité d'assurer aux opérateurs de transport une rentabilité satisfaisante* »

⁹ Commission spéciale instituée par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001, *Transfert de propriété des réseaux de transport de gaz naturel*, 28 mai 2002

- la méthode doit permettre de «ne pas bouleverser les équilibres économiques des entreprises»¹⁰.

Ainsi, des ajustements économiques pertinents auraient dû être déterminés à la lumière, d'une part, de l'analyse de l'économie de la réforme dans le contexte de marché où elle intervient, et, d'autre part, de la triangulation de plusieurs méthodes et de tout élément chiffré apportant une information pertinente sur la valeur économique des activités concernées.

TIGF présente de tels éléments dans sa réponse à la question 11.

Une telle démarche aurait été à même d'aboutir à une valeur conforme aux principes généraux précédemment mentionnés et aux principes suivis par la Commission Houry, à laquelle la CRE a entendu se référer.

Or le texte soumis à la consultation publique ne met pas en évidence une telle démarche ou ajustements économiques ; au contraire :

- Les différentiels de valeur et performance des différents sites révélés par l'environnement marchand ne sont pas pris en compte
- Dans la transposition des modalités comptables d'amortissement, la CRE fait l'hypothèse qu'elles apportent de l'information sur la valeur économique des activités
- L'appréciation de l'impact des orientations de la CRE sur le revenu des opérateurs ne prend pas en compte la structure du marché
- La CRE ne cherche pas à objectiver son résultat en le plaçant dans un faisceau de valeurs obtenues avec des méthodes alternatives, applicables dans l'évaluation des sociétés. Une telle démarche a pourtant été développée en novembre 2017 lors de l'intégration partielle du CRIGEN par GRTgaz¹¹.

TIGF détaille ces insuffisances dans sa réponse à la question 6.

Question 2 Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?

TIGF est favorable à l'introduction d'un CRCP.

Le principe d'un CRCP consiste à traiter a posteriori les écarts entre les dépenses prévisionnelles et les dépenses effectivement réalisées. Il a vocation à rester à des niveaux raisonnables afin de ne pas générer des évolutions

¹⁰ *Ibid*

¹¹ Délibération N°2017-268 de la Commission de régulation de l'énergie du 30 novembre 2017 portant approbation de cinq contrats en lien avec l'internalisation partielle par GRTgaz du Centre de Recherche et d'Innovation pour le Gaz et les Energies Nouvelles d'ENGIE (CRIGEN)

tarifaires, à la baisse ou à la hausse, trop importantes d'une année sur l'autre. Le fonctionnement du CRCP dans le cadre du transport, permet de traiter cette problématique. Il convient toutefois d'être prudent quant à la comparaison avec l'activité de Transport qui résulte de la succession de plusieurs périodes de régulation depuis la mise en place de l'ATR.

Au contraire, la mise en place de l'ATS comporte de nombreuses incertitudes notamment liées aux missions qui incombent aux opérateurs de stockage dans la gestion de la sécurité d'approvisionnement du territoire. L'impact financier des mesures envisagées pourrait être important et impacter significativement la trésorerie des opérateurs de stockage. TIGF propose dans sa réponse à la question 4 une mise en œuvre du CRCP adaptée à ces enjeux spécifiques.

Question 3 Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?
Etes-vous favorable à des mises à jour annuelles ?

TIGF s'est prononcé pour une période de quatre ans. L'objectif de cette durée plus longue que celle envisagée par la CRE est de donner aux opérateurs une certaine visibilité notamment dans le cadre de leurs plans d'investissements qui nécessitent un horizon moyen et long terme. Une période courte de régulation engendre une incertitude économique qui ne permet pas aux opérateurs d'optimiser la gestion de leurs coûts d'exploitation ou de planifier des investissements pourtant nécessaires, a minima, à la sécurité des installations et au maintien des performances.

Question 4 Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif «100% au CRCP» et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/-5% du revenu autorisé prévisionnel ?

Le cadre de régulation attribue de nouvelles missions aux opérateurs de stockage. L'évaluation financière *a priori* de ces activités est difficile, ne pouvant s'appuyer sur aucun retour d'expérience. En particulier, les charges liées aux achats/ventes de gaz de performance ou à la contribution des opérateurs au filet de sécurité comme stipulé dans le projet de Décret soumis au CSE du 23 janvier 2018 pourraient avoir un impact significatif sur la trésorerie des opérateurs.

TIGF partage la volonté de la CRE de contenir le niveau de CRCP et son impact sur le tarif des années suivantes. Cependant, il lui apparaît prématuré d'appliquer une limite à l'apurement des annuités du CRCP inhérentes aux nouvelles activités des stockeurs, imprévisibles et aléatoires. Ce type de mesure s'envisage dans le cadre d'une activité mature en régime établi.

TIGF propose par conséquent de limiter le champ d'application du seuil maximal d'annuité du CRCP, aux charges et produits de nature conventionnelle (OPEX, CAPEX, revenus de souscription et compensation ...).

La constitution de stocks complémentaires, par les opérateurs de stockage, comme mentionné dans le projet de décret soumis au CSE du 23 janvier 2018 constitue une activité qui pourrait impacter significativement la trésorerie des opérateurs. La couverture de ces coûts pourrait être intégrée a priori dans le calcul du montant de la compensation qui sera effectué à l'issue des enchères. Le rapprochement entre les sommes dues et les sommes effectivement serait, quant à lui, introduit dans le CRCP, permettant que celui-ci conserve pour principal objet le règlement des écarts entre charges et produits prévisionnels et réalisés.

Question 5 Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne?

D'une manière générale TIGF est favorable à la mise en place d'une régulation incitative, en complément du revenu autorisé. Cela aura pour effet d'optimiser les offres stockage proposées au bénéfice des clients qui en tireront de la valeur in fine au profit du consommateur final.

TIGF rappelle que son objectif jusqu'à présent a toujours été de mettre à disposition du marché une offre commerciale en adéquation avec ses attentes. Les taux de souscriptions constatés ces dernières années attestent de l'atteinte de cet objectif.

Dans l'environnement marchand, TIGF a adopté une stratégie volontariste:

- dans le choix et la réalisation des investissements permettant de maintenir et de développer la performance de l'outil industriel
- dans les modes d'exploitation du site de stockage permettant d'assurer la fiabilité et la disponibilité des ouvrages
- dans l'offre commerciale de cette performance au travers de produits et de services en adéquation avec les attentes du marché

Cette stratégie s'accompagnait d'une gestion des risques associés, notamment financiers, liés à la rentabilité des investissements réalisés. Dans ce contexte le marché a adhéré à la stratégie de TIGF en souscrivant l'ensemble des capacités et l'a donc incité à la poursuivre.

Dans le cadre régulé tel qu'il est défini, la CRE ne propose pas d'incitation de ce type et met sur un pied d'égalité l'ensemble des capacités en ne reconnaissant pas la valeur de la performance des sites de TIGF lors de l'entrée en régulation. Il conviendrait de réfléchir à des incitations permettant aux opérateurs de

stockage de continuer à proposer des offres performantes du type de celles proposées dans l'environnement marchand.

Par ailleurs, TIGF a souligné la problématique de l'année 2018. La mise en œuvre de la TRF en milieu d'année stockage fait peser un risque sur les souscriptions des stockages du sud de la France. Si une régulation incitative venait à être mise en place alors ce contexte particulier de 2018 devrait être pris en compte dans la définition des paramètres notamment dans les prix de réserve.

TIGF propose ci-dessous quelques principes de régulation incitative :

1. Une incitation à la **maximisation de la commercialisation des capacités des capacités** reconnues dans le périmètre du décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Soit le rapport capacités mises aux enchères / capacités reconnues dans la PPE (en volume et/ou en pointe)

- Si ce rapport = 100%, alors un bonus pouvant être indexé sur le Revenu Autorisé est attribué à l'opérateur
- Si ce rapport > 100% alors un bonus supplémentaire est accordé à l'opérateur :

Cette incitation a vocation à maximiser l'offre de stockage mise aux enchères, et à inciter les opérateurs à respecter les délais, voire anticiper, la mise en service des développements inscrits dans le décret PPE.

2. Une incitation sur la valorisation des **services additionnels** offerts dans un environnement marchand, afin d'optimiser l'offre de base. A titre d'exemple TIGF propose actuellement un service additionnel lié à l'optimisation de la vitesse d'injection afin de permettre une création de valeur additionnelle pour un produit standard. Ce service additionnel génère des coûts associés qui ne sont actuellement pas reconnus dans le cadre de régulation défini par la CRE.

3. Une **Incitation sur les investissements permettant d'améliorer les performances l'offre**. Tout investissement permettant de diminuer la durée réelle de soutirage¹² d'un site de stockage sera rémunéré à un taux primé égal au CMPC fixé par la CRE majoré de 300 points de base sur 10 ans

¹² La durée réelle de soutirage correspond au nombre minimal de jours nécessaires pour soutirer l'intégralité du gaz stocké dans le volume utile du site de stockage.

4. Une incitation sur les coûts de revient des opérateurs de stockage les plus performant économiquement, partagée entre ces derniers et le consommateur final

TIGF propose que l'efficacité opérationnelle et la performance économique puissent être reconnues via la mise en place d'un bonus indexés sur le coût de revient des capacités techniques mises à la disposition du marché.

5. Une incitation sur le taux de commercialisation de la capacité de soutirage

Le taux de commercialisation de la capacité de soutirage¹³ définit le coefficient multiplicateur α . Si ce coefficient est supérieur à 80%, signe d'une offre valorisée par le marché, alors une incitation financière est attribuée à l'opérateur de stockage

- a) Si $\alpha = 80\%$: incitation financière A (montant en M€)
- b) Si $\alpha = 100\%$: incitation financière B (montant en M€)
- c) Une interpolation linéaire de l'incitation financière entre 80% et 100%

Cette incitation est en ligne avec l'objectif premier fixé par la CRE qui est de maximiser les souscriptions de stockage.

Ce coefficient α pourrait également être applicable au Premium d'enchères (PE) conservé par l'opérateur de stockage tel que défini ci-dessous.

6. Incitation sur le revenu tiré des enchères publiques de capacités de stockage

Le Premium d'enchères (PE) est défini comme étant égal à la différence, strictement positive, entre le revenu tiré des enchères publiques organisées par l'opérateur de stockage durant la phase de commercialisation encadrée par la CRE et le revenu de référence de ces enchères¹⁴.

Si, à l'issue de la phase de commercialisation encadrée par la CRE, les enchères publiques organisées par l'opérateur de stockage ont généré un PE, alors l'opérateur bénéficie d'un revenu complémentaire (RC) à son revenu autorisé (RA) défini par la CRE pour l'année concernée, fondé sur une part de ce PE selon les modalités suivantes :

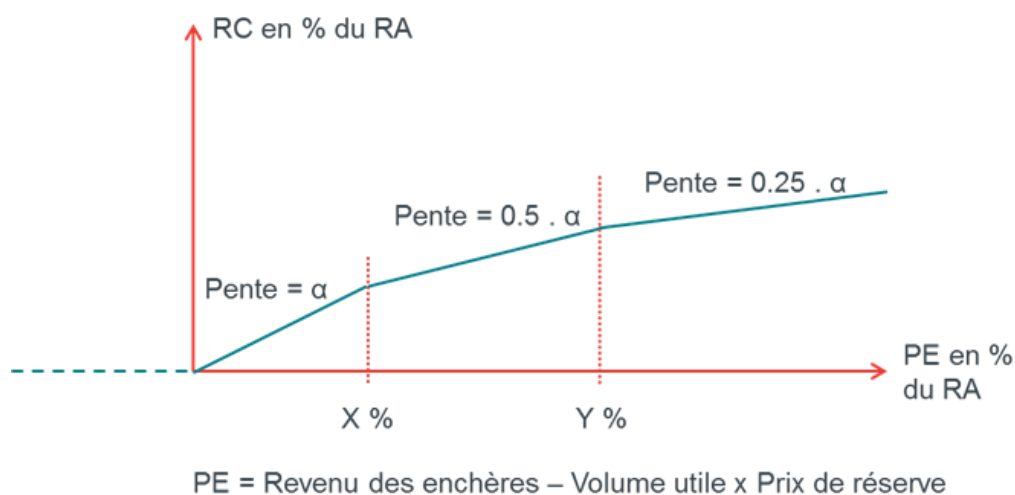
- si $PE \leq X\% \times RA$, alors $RC = \alpha \times PE$

¹³ Pour un opérateur de stockage donné, le taux de commercialisation de la capacité de soutirage est égal au ratio entre la capacité de soutirage souscrite lors des enchères publiques et la capacité de soutirage de ses infrastructures de stockage en exploitation telles que mentionnées à l'article L. 421-3-1 du code de l'énergie.

¹⁴ Le revenu de référence (en €) d'une enchère publique de capacité de stockage est égal au produit du volume utile (en MWh) proposé lors de l'enchère par le prix de réserve (en €/MWh) applicable à l'enchère.

- si $X\% \times RA < PE \leq Y\% \times RA$, alors $RC = \alpha \times [X\% \times RA + (PE - X\% \times RA) \times 50\%]$
- si $PE > Y\% \times RA$, alors $RC = \alpha \times [X\% \times RA + (Y\% - X\%) \times RA \times 50\% + (PE - Y\% \times RA) \times 25\%]$

Figure 1 - Illustration du mécanisme de premium d'enchères



Question 6 Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?

TIGF est contraint de formuler un avis défavorable sur les modalités de calcul de la BAR et sur les niveaux envisagés à ce stade par la CRE.

TIGF craint en effet que les modalités de calcul de la BAR envisagées ne prennent pas suffisamment en compte les caractéristiques technico-économiques des sites de stockage dans la valorisation de la base d'actifs régulés, et qu'elles ne soient en conséquence pas conformes aux principes devant s'appliquer en la matière, notamment ceux édictés par la commission Houri et par la commission interministérielle.

La valeur de la BAR envisagée par la CRE est inférieure d'au moins 300 millions d'euros à la valeur estimée des actifs de TIGF selon les principes adéquats, représentant une décote de près du quart de la valeur de l'activité de l'opérateur.

En transposant largement le régime utilisé pour les réseaux d'énergie, la CRE méconnaît le fait que, contrairement aux différentes composantes d'un réseau, les sites de stockage sont en concurrence les uns avec les autres et offrent des produits de valeur économique différente.

Remarques relatives à l'initialisation de la BAR

L'approche préconisée ne prend pas en compte les différentiels de valeurs et performances des différents sites révélés par l'environnement marchand

Au contraire, la CRE envisage une transposition des modalités comptables d'amortissement, en faisant l'hypothèse qu'elles apportent de l'information sur la valeur économique des activités, ce qui n'est pas le cas.

Chaque site de stockage est unique

L'approche envisagée par la CRE semble traiter inégalement les sites dans la transition d'un environnement marchand à un environnement régulé.

TIGF rappelle que le périmètre de régulation inclut :

- Des sites et capacités afférentes mises sous cocon
- Des sites dont les capacités sont commercialisées par les opérateurs et qui sont invendues
- Des sites dont les capacités sont commercialisées par les opérateurs et qui sont souscrites.

En environnement de marché, considérons trois sites de coût d'investissement initial égal, d'ancienneté identique et de volume utile égal, dont l'un est actuellement sous cocon, l'autre est commercialisé mais ses capacités sont invendues, et le troisième est commercialisé mais ses capacités sont vendues.

- La valeur économique des capacités sous cocon est évidemment inférieure à la valeur de marché des capacités invendues, elle-même inférieure à la valeur de marché des capacités vendues
- La valeur nette comptable des sites sous cocon ou des capacités invendues peut, en cas de test de valeur et enregistrement d'une dépréciation, refléter une décote par rapport à valeur brute comptable amortie hors dépréciation ;
- En revanche, la valeur nette comptable des capacités vendues restera inchangée.

Ce type de situation, en particulier la déconnexion entre comptabilité et valeur d'actifs performants peut intervenir dans la pratique et s'expliquer par différentes circonstances, par exemple :

- Les performances technico-économiques des sites ne peuvent être identifiées qu'après investissement/acquisition. Le mécanisme de test de dépréciation ne permet pas de réévaluation à la hausse.
- Les surcoûts liés à des efforts d'ingénierie engagés pour l'optimisation des sites ne sont pas nécessairement capitalisés après la phase d'investissement.

- Les modalités d'utilisation de certains actifs peuvent évoluer au cours du temps, entraînant une évolution de la valeur économique de cet actif, mais sans nécessairement en modifier son coût historique.

Dans ses conclusions, la mission interministérielle avait relevé à ce sujet que « les sites de stockage de gaz sont des actifs aux caractéristiques technico-économiques disparates : chaque site se distingue notamment par son volume utile, ses capacités d'injection et de soutirage, son positionnement dans le réseau.

Ces caractéristiques dépendent fortement de l'ingénierie qui a été réalisée sur le site de l'opérateur, ingénierie dont la valeur ajoutée n'est appréhendée qu'en partie par les coûts supportés lors des investissements et par la valeur comptable ».

Or, dans tous les cas, la valeur brute comptable des sites est inchangée en environnement de marché. Ainsi, l'effet des orientations de la CRE, en se référant à ces valeurs brutes ajustées exclusivement de l'inflation et de l'amortissement (avec les limites précisées ci-après) est de substituer à la valeur économique de chaque site en environnement marchand une valeur unique identique.

Des durées d'amortissement différenciées

En environnement régulé (selon le modèle BAR), la méthode et la durée d'amortissement emportent le rythme auquel l'investissement en infrastructure est remboursé (après rémunération) par les utilisateurs. Ce n'est pas le cas en environnement marchand.

La CRE considère que « *les proportions d'amortissement des actifs à l'entrée dans la régulation (c'est-à-dire dans la BAR d'ouverture) doivent être cohérentes avec les proportions d'amortissement comptable de ces actifs* ». Plus loin, la CRE rapproche les durées d'amortissement retenues du fait de « *faire payer au consommateur final une partie des amortissements de la valeur du gaz coussin déjà constatés dans les résultats passés des opérateurs* ».

TIGF souhaite apporter deux commentaires :

(i). D'une part, ce raisonnement implique de considérer que le rythme d'amortissement comptable passé des actifs influait dans une certaine mesure sur les revenus des opérateurs, ou à l'inverse que le remboursement et la rémunération des investissements dans les actifs suivait le rythme des amortissements comptables.

Or:

- la CRE n'a pas fait la démonstration de ce lien ; et TIGF a démontré à plusieurs reprises en quoi il ne tenait pas. En effet, dans un marché en régime négocié, sans tarification régulée tel qu'était celui des stockages de TIGF, les prix pratiqués reflétaient le niveau du service rendu et la qualité des actifs de TIGF. Le rythme de recouvrement des investissements découlaient de cette dynamique de marché, et non de la mécanique de l'amortissement comptable.
- l'amortissement comptable reflète une vision normative de la répartition (uniforme en mode linéaire) de la valeur d'usage d'un actif dans le temps, mais dont on ne peut tirer aucune conclusion quant à la répartition de la valeur effective d'un actif à travers les années pour le marché et les utilisateurs.

(ii). D'autre part, ce raisonnement ne prend pas en compte les caractéristiques du gaz coussin.

- La CRE reconnaît que le lien entre la norme de suivi de la valeur d'usage et l'évolution de la valeur sous-jacente de l'actif est encore plus lâche dans le cas du gaz coussin.
- De fait, la diversité des traitements comptables du gaz coussin invalide en soi toute mise en regard des amortissements comptables et du recouvrement de la valeur des investissements auprès des utilisateurs. Le contraire reviendrait à prétendre que, l'environnement de marché, un des opérateurs recouvrerait son investissement sur une période deux à dix fois plus longue que l'autre (au regard des durées d'amortissement respectives de Storengy et TIGF), ce qui est de toute évidence inexact.

Enfin, la CRE envisage un ajustement qui a un impact disproportionné sur TIGF. En effet, pour TIGF, la CRE retient une décote de 48% de la valeur brute ; pour Storengy, la CRE retient une décote de 39%. Une telle différence d'amortissement, pour des actifs de nature identique qui remplissent la même fonction, n'est pas acceptable pour TIGF. Pour ces actifs, TIGF suggère qu'une durée d'amortissement technique commune à tous les opérateurs soit retenue.

En synthèse :

- Le passage à l'environnement régulé entraîne la mise en place d'un lien entre amortissement et rythme de recouvrement des investissements
- Le choix pour initialiser la BAR d'une méthode basée sur les valeurs comptables ajustées notamment d'un amortissement entraîne une hypothèse implicite sur le lien entre amortissement et rythme de recouvrement des investissements avant la réforme, c'est-à-dire en environnement marchand
- Le risque de sur- ou sous-estimation de ce lien n'a pas été pris en compte

- Cette méthode ne prend pas non plus en compte le risque d'inégalité entre les opérateurs sur le traitement à réserver à la diversité des pratiques comptables¹⁵

Remarques relatives aux modalités d'évolution de la BAR et notamment sur amortissement futur

TIGF considère que les durées d'amortissement envisagées, notamment pour le gaz coussin, entraîneraient une incohérence avec les principes d'un modèle de régulation par rémunération de la BAR.

TIGF rappelle qu'un modèle de régulation par rémunération de la BAR est particulièrement adapté aux activités de forte intensité capitalistique.

En environnement régulé, la BAR est également un traceur des investissements réalisés et des amortissements :

- La BAR décroît au rythme des amortissements et avec la sortie des actifs en fin de vie
- La BAR se renouvelle avec l'entrée de nouveaux actifs mis en service

Pour les activités de stockage de gaz, et tout particulièrement dans le cas des actifs de TIGF, le gaz coussin représente la principale immobilisation dans la BAR.

Or, il s'agit d'une immobilisation qui ne peut être renouvelée. Une durée d'amortissement courte du gaz coussin mènerait donc à une décroissance rapide du niveau de la BAR, et donc de la valeur des entreprises. A terme, l'intensité capitalistique de TIGF décroîtra fortement (et de façon plus marquée que celle des autres opérateurs), de sorte que le recours même à un modèle de détermination des revenus selon une BAR en sera invalidé.

Une durée d'amortissement plus longue, telle que celle de 250 ans proposée par TIGF permettrait d'éviter cet écueil tout en représentant correctement la réalité technique et économique de l'actif gaz coussin.

Enfin, TIGF souligne l'incohérence qu'il peut y avoir à considérer deux durées d'amortissement différentes (une pour l'initialisation de la BAR, une autre pour l'évolution future de la BAR) pour une même classe d'actifs.

¹⁵ En cela TIGF note une incohérence avec un des principes affichés par le rapport Houri : « la valeur comptable, qui présente l'inconvénient de ne pas placer les entreprises sur un pied d'égalité, à la fois en France, où les pratiques d'amortissement comptable sont différentes selon les sociétés »

Question 7 Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer?

Comme exprimé plus haut, il aurait convenu que des ajustements économiques pertinents soient déterminés à la lumière, d'une part, de l'analyse de l'économie de la réforme dans le contexte de marché où elle intervient, et, d'autre part, de la triangulation de plusieurs méthodes et de tout élément chiffré apportant une information pertinente sur la valeur économique des activités concernées.

TIGF présente ici plusieurs méthodes qui positionnent la valeur économique et le niveau de BAR de l'activité de stockage de gaz de TIGF à des niveaux bien supérieurs à celui envisagé dans le document de Consultation Publique :

1. L'application des critères préconisés par le rapport de mission interministérielle sur le stockage souterrain de gaz
2. L'application des principes de « juste valeur » incarnés dans les comptes IFRS
3. L'application des techniques de valorisation standard (DCF, multiples d'EBITDA), appliquées à TIGF au moment de la mise en œuvre de la réforme et qui renseigne sur la valeur économique raisonnablement attendue par les investisseurs

Ces méthodes aboutissent toutes à des niveaux de BAR supérieurs à 1.3 milliards € et confortent TIGF dans sa proposition de BAR initiale.

Critère économique mis en avant dans le rapport de mission interministérielle

Le rapport de mission propose un critère d'appréciation de l'équité de la mise en œuvre de la réforme.

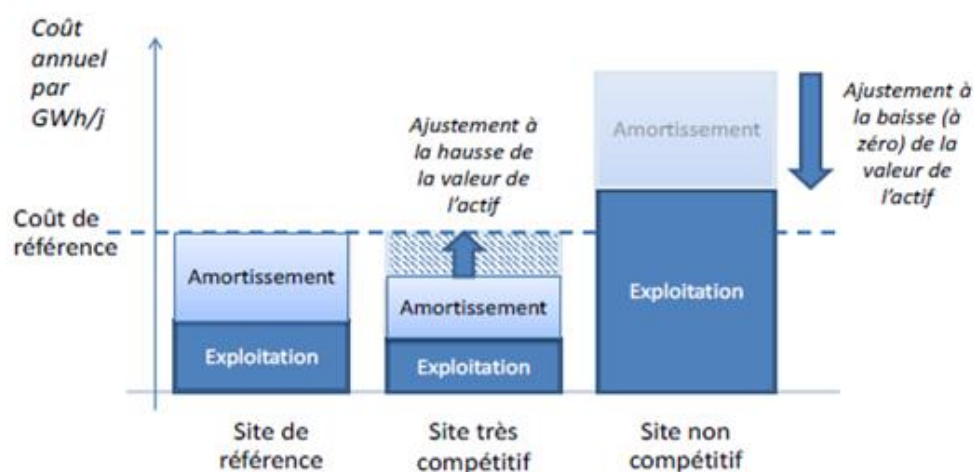
En effet, le rapport de la mission interministérielle sur le stockage de gaz souterrain (dit « mission stockage ») a posé qu'une valorisation des actifs de stockage sur la seule base d'une approche comptable ne permet pas de prendre en compte le différentiel de performance des différents sites. En particulier, la mission stockage reconnaît l'existence d'un « goodwill¹⁶ » pour TIGF, qui n'est pas reconnue par une valorisation comptable historique.

La mission stockage a donc préconisé une méthode de valorisation au regard de la contribution des opérateurs de stockage à la sécurité d'approvisionnement. Cette contribution serait mesurée à partir du coût de revient par unité de débit de pointe, exprimé en €/GWh/j. Si le coût de revient du site était inférieur (respectivement supérieur) à cette valeur de référence, alors la base d'actifs de

¹⁶ « En effet, lors de l'évolution récente de l'actionnariat de TIGF, l'évaluation des actifs a conduit à mettre en évidence un « goodwill » non couvert par la valeur comptable historique. », Mission interministérielle

l'opérateur de stockage devait être modulée afin d'absorber l'écart entre le coût de revient du site et le coût de référence¹⁷.

Figure 2 - Critère d'ajustement de la BAR en fonction de la performance proposé par la mission interministérielle



Source: Mission Interministérielle, Stockage souterrain de gaz, Avril 2017

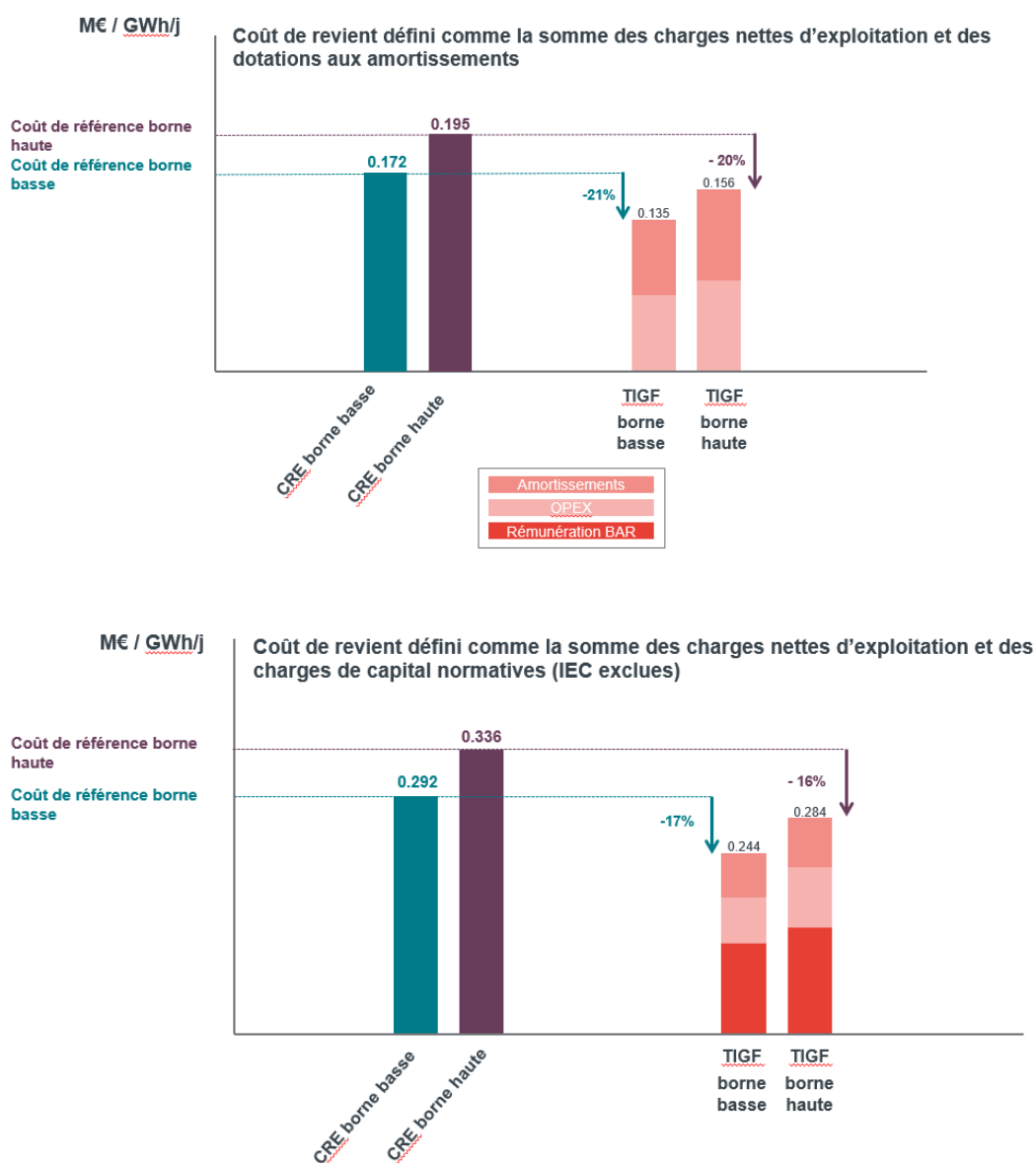
En dépit des recommandations de la mission interministérielle, la CRE n'a fourni aucun élément de benchmark de la performance des opérateurs de stockage, et n'a pas envisagé d'ajustement équitable de la valeur des actifs de stockage. La mise en regard des demandes des différents opérateurs en fournissait pourtant l'opportunité.

Comme le met en évidence la figure suivante, l'application du critère du coût de revient dénote d'un risque marqué d'iniquité, dès lors que TIGF apparaît comme significativement plus performant que le benchmark et ce sans que cela ne fasse l'objet d'un ajustement¹⁸.

¹⁷ « Il est néanmoins possible de moduler les bases d'actifs régulés, donc les revenus autorisés des sites déjà en exploitation selon leur écart par rapport au revenu autorisé de référence qui résulterait d'un investissement aujourd'hui à un coût de revient compétitif »

¹⁸ TIGF a envisagé plusieurs définitions du coût de revient.

Figure 3 - Analyse comparative des coûts de revient selon les dispositions proposées par la CRE



Source: Analyse TIGF à partir des données présentées dans la consultation

Note: Le coût de référence est calculé selon la moyenne pondérée des trois opérateurs

L'ampleur de l'écart entre les opérateurs et entre TIGF et le coût de référence (calculé comme la moyenne pondérée entre opérateurs) est très significative¹⁹ et appelle sans équivoque un ajustement économique.

TIGF a simulé le niveau d'ajustement de la BAR et constate que les coefficients multiplicateurs calculés permettent de rétablir l'équité de la mise en œuvre de la

¹⁹ La borne haute du coût unitaire de TIGF est même inférieure à la borne basse du coût unitaire de référence

réforme (en retenant l'hypothèse illustrative de l'application d'un multiplicateur appliqué à la BAR calculée selon les principes comptables retenus par la CRE).

Juste valeur de l'activité stockage de TIGF

Par construction, les comptes IFRS, audités et certifiés, visent à saisir la juste valeur d'un actif. Les comptes IFRS de TIGF fournissent donc un point de référence supplémentaire à prendre en compte dans le cadre de la juste valorisation de la BAR.

Les comptes IFRS de TIGF reconnaissent clairement que la valeur nette comptable (en termes de comptabilité sociale) ne rend pas compte de la juste valeur de l'actif d'un opérateur.

Les normes comptables IFRS prévoient en particulier que cet écart peut être pris en compte par revalorisation des immobilisations inscrites au bilan, ou bien incorporé dans le goodwill.

En pratique, une valeur unique est retenue pour le goodwill dans les comptes IFRS de TIGF, qui couvre donc pour les activités de transport et de stockage combinées. Cependant, les règles de répartition du goodwill entre le transport et le stockage, établis par les auditeurs de TIGF, affectent largement le goodwill aux activités de stockage

Application des techniques de valorisation financière standard

L'application des techniques de valorisation standard (DCF, multiples d'EBITDA), appliquées à TIGF au moment de la mise en œuvre de la réforme renseigne également sur la valeur économique raisonnablement attendue par les par les investisseurs et que l'entrée en régulation ne doit pas remettre en cause.

Une telle valorisation de l'activité de stockage de gaz de TIGF a été réalisée de façon indépendante par un cabinet d'audit international. L'utilisation de la méthode DCF et le contrôle cohérence associé, basé sur les multiples d'EBITDA, conforte TIGF dans sa proposition de BAR initiale.

Question 8 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?

Tout en rappelant que sa priorité reste sur la définition d'un niveau de BAR adéquat, TIGF rappelle que le taux de rémunération ne doit pas être une variable d'ajustement et doit refléter le niveau de risque réel de l'activité de stockage de

gaz naturel. Ainsi, TIGF maintient sa demande d'un taux de rémunération de 7.5%.

TIGF regrette l'absence de discussion du profil de risque des activités de stockage dans la consultation de la CRE. TIGF profite donc de sa réponse pour rappeler deux points essentiels de l'analyse comparative de risque :

1. Le niveau de risque industriel lié l'activité de stockage de gaz naturel doit être considéré comme étant au moins équivalent à celui de l'activité des terminaux méthaniers :
 - le site de stockage de Lussagnet/Izaute de TIGF est classé SEVESO seuil haut et est donc tout autant exposé sur les contraintes sécurité/environnement que les terminaux méthaniers
 - à ce risque industriel en surface, s'ajoute le risque géologique déjà mentionné
2. Le cadre réglementaire n'apporte pas un niveau supérieur de garantie à la couverture des coûts d'investissement à long terme pour les infrastructures de stockage que pour les autres infrastructures gazières. En effet, le risque mentionné par la CRE de sous-recouvrement des capitaux investis à long terme des terminaux méthaniers, est couvert :
 - d'une part par l'article L.452-1 du code de l'énergie, qui prévoit que leurs tarifs "sont établis [...] afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires"
 - d'autre part parce qu'en pratique, on constate que la CRE a, dans le passé, adapté les durées d'amortissement des actifs du terminal de Fos Tonkin, de manière à garantir le recouvrement des capitaux investis via les revenus de souscription.
3. A date, les activités de stockage jouissent en réalité de garanties inférieures étant donné le caractère récent du cadre de régulation et l'absence de retour d'expérience quant au traitement effectif de situations pouvant mettre ce recouvrement en danger. Dans le cas des terminaux méthaniers (comme du transport de gaz), un retour d'expérience existe.

En ce qui concerne la méthode, TIGF est d'accord sur le principe de calcul retenu par la CRE, consistant à majorer le CMPC des activités de Transport de gaz naturel, obtenue par la méthode MEDAF, d'une prime spécifique liée à l'activité d'opérateurs de sites de stockages régulés.

En effet, telle quelle, la méthode MEDAF est difficilement applicable aux opérateurs de sites de stockage. Elle présente l'inconvénient de largement reposer sur l'analyse d'un échantillon d'entreprises cotées, dont les activités sont jugées proches de l'activité étudiée. Faute d'entreprise de Stockage cotée, cet échantillon est en général composé majoritairement d'entreprises de Transport/Distribution, et ne peut donc non être représentatif de l'activité d'opérateurs de sites de stockages.

L'approche proposée par la CRE est donc valable. Cependant, la méthode de détermination du niveau de prime n'est pas explicitée. TIGF demande donc à ce

que la CRE détaille l'analyse des risques qui l'a conduit à définir une prime allant de +50 pdb ou +150 pdb, et donc un niveau de rémunération situé en deçà de celui des terminaux méthaniers.

Le choix de cette prime, dont la fourchette est parfaitement centrée entre les CMPC des autres infrastructures gazières régulés, paraît arbitraire et TIGF s'inquiète du rôle de variable d'ajustement qui serait donné au paramètre CMPC plutôt que de levier de rémunération raisonnable des opérateurs.

La CRE se réfère à des études de comparaison internationale qu'elle n'a pas partagées. En effet le rapport d'expert partagé par la CRE avec TIGF n'inclut pas d'éléments de benchmark quant aux méthodes et valeurs retenues pour le taux de rémunération d'infrastructures de stockage de gaz dans d'autres juridictions.

Or, plusieurs éléments de benchmark (notamment Belgique et Italie) confortent la position des opérateurs selon laquelle le CMPC du stockage de gaz en environnement régulé a vocation à converger vers le CMPC de l'exploitation de terminaux méthaniers plus que du réseau de transport de gaz.

Enfin, dans le but de trouver une méthode consolidée, TIGF, avec le cabinet Associés en Finance, a proposé en Octobre 2017 une méthode alternative à la CRE.

Le travail d'Associés en Finance a visé à démontrer le bien-fondé de notre demande de 7,5% en proposant une méthode alternative, la méthode TRIVAL conçue pour dépasser certaines limites de la méthode du MEDAF.

Cette méthode, développée par Associés en Finance, revient aux fondamentaux de l'estimation des risques d'une activité, en se basant sur :

- Un échantillon de 500 entreprises cotées (tous secteurs confondus) suivies quotidiennement par Associés en Finance, et pour lesquels la corrélation entre leurs niveaux de risques, leurs tailles et le coût de leurs fonds propres est connue
- Une évaluation objective du risque global des activités de stockage, permettant ensuite de positionner TIGF stockage parmi ces 500 entreprises et d'en déduire son coût des fonds propres, et ainsi son CMPC.

En utilisant le positionnement du risque des activités de stockage de gaz naturel par rapport à un échantillon large et diversifié, cette méthode permet de déduire un taux de rémunération objectif de l'activité étudiée.

Les résultats de l'application de cette la méthode TRIVAL confortent la demande de TIGF quant au taux de rémunération²⁰.

TIGF propose que les éléments apportés par cette méthode, notamment dans la détermination d'une prime objective par rapport à l'activité de transport, soient pris en compte.

Question 9 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE?

Les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE découlent des orientations relatives au calcul de la BAR et aux fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées, sur lesquelles TIGF a formulé ses remarques dans les réponses aux questions précédentes.

Les fourchettes de charges de capital contribuent à hauteur de 70% aux fourchettes de revenus autorisés, à propos desquelles TIGF formule ses remarques en réponse à la question 11.

TIGF n'a pas d'autres remarques à formuler sur les fourchettes de capital envisagées par la CRE.

Question 10 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE?

La CRE a repris la trajectoire proposée par TIGF pour un périmètre d'activités constant par rapport à l'environnement marchand.

TIGF rappelle avoir ajouté dans son dossier tarifaire ATS1, une estimation d'OPEX additionnelles associées aux nouvelles activités du régime régulé, notamment

- l'achat de gaz de performance ou,
- la constitution des stocks complémentaires dans le cadre du filet de sécurité.

Les modalités de gestion opérationnelle de ces activités ne sont pas encore connues à ce stade. L'évaluation effectuée par TIGF est donc à ce stade indicative. Elle devra être ajustée une fois l'ensemble des missions à opérer par les stockeurs définitivement établi.

TIGF note par ailleurs que sont mentionnées séparément dans la liste de postes couverts par le CRCP pour le tarif ATS établie dans la consultation de la CRE :

²⁰ Pour information, un contrôle de cohérence a été effectué par Associés en Finance en obtenant également 5,25% pour le Transport avec la méthode TRIVAL.

- les charges liées aux achats et ventes de gaz de performance
- les charges nettes d'exploitation.

TIGF se réjouit de voir explicitée la mention des “charges liées aux achats et ventes de gaz de performance”, mais elle apparaît incomplète, et le fait qu'elle soit distincte de celle des CNE contribue à l'incertitude et au flou encadrant le traitement de ce type de charge.

Ainsi, TIGF demande, conformément au principe selon lequel la réforme de l'ATS apporte une « garantie de couverture des coûts en contrepartie de l'obligation de maintien en fonctionnement de ces infrastructures »²¹, que la CRE ajoute aux trajectoires de CNE présentées, les charges relatives aux nouvelles activités du régime régulé.

Si cela ne devait pas être le cas, le « principe d'un tarif « à 100% au CRCP » décrit au paragraphe 1.5 de la consultation publique, conduirait au report sur les années suivantes des charges non reconnues la première année par la CRE.

Enfin, TIGF précise que, par construction, les charges nettes d'exploitation ne constituent qu'une part des OPEX supportées par les opérateurs. TIGF attend donc d'avoir une vision complète des OPEX retenues par la CRE.

Question 11 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?

La CRE ne prend pas suffisamment en compte la structure du marché dans l'appréciation de l'impact de ses orientations sur le revenu des opérateurs

Les niveaux affichés de fourchettes de revenu pour TIGF en 2018 et 2019 découlent des orientations relatives aux charges de capital normatives et aux charges nettes d'exploitation, sur lesquelles TIGF s'est exprimé dans ses réponses aux questions précédentes.

Ici, TIGF concentre ses remarques sur le fait que les chiffres d'affaires historiques et fourchettes futures ne prennent pas en compte le contexte de la réforme dans l'analyse de l'impact de celle-ci.

Par rapport aux éléments déjà présentés ailleurs dans la consultation publique, le graphique page 22 ne fait qu'ajouter le positionnement des fourchettes de revenu envisagées pour 2018 par rapport au chiffre d'affaires historique sur le marché du stockage en France depuis 2009. Précisément, les fourchettes

²¹ Etude d'impact, Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement

basses (664 millions d'euros) et hautes (766 millions d'euros) s'inscrivent autour des valeurs de chiffre d'affaires observées sur la période 2013-16.

TIGF comprend que ce graphique a été inclus par la CRE dans le texte soumis à consultation pour apporter une forme de validation de la pertinence des orientations de la Commission. Cette validation proviendrait d'une certaine stabilité du chiffre d'affaires de l'activité de stockage souterrain de gaz à la maille France. Or, TIGF souhaite clarifier que ceci ne peut en aucune façon être considéré comme validant la pertinence des propositions du régulateur.

En effet, TIGF a exposé plus haut l'importance de la prise en compte du contexte de la mise en œuvre de l'ATS, à savoir la transition d'un environnement marchand à un environnement régulé en cours de vie d'investissements passés. Dans cet environnement marchand, les opérateurs de stockage sont en concurrence et affichent des niveaux de performance divers. La valeur de la performance, acquise en environnement marchand, ne saurait être remise en cause par la mise en œuvre de la réforme, et a fortiori de façon discriminatoire entre opérateurs.

C'est pourquoi la continuité du chiffre d'affaires combiné des opérateurs n'est en aucune mesure suffisante pour apprécier l'impact de la réforme.

Au cas d'espèce, les fourchettes affichées par la CRE, décomposées par opérateur, constituent une baisse du chiffre d'affaires de TIGF avec l'entrée en vigueur de la réforme, tandis que celui de Storengy et Géométhane augmente. TIGF s'inquiète du caractère confiscatoire des effets de la réforme, et de l'absence de prise en compte de ce phénomène par la CRE au vu des principes de droit européen et de droit français devant être pris en compte dans le cadre de la mise en place d'un cadre réglementaire.

TIGF a présenté à la CRE à plusieurs reprises ces derniers mois des critères d'appréciation de l'impact de la réforme contribuant à s'assurer du respect des principes énoncés en introduction de sa réponse. Ces critères s'articulent autour du chiffre d'affaires des opérateurs pris en isolation, et de l'appréciation de la valeur économique des investissements engagés en environnement marchand (voir question 7).

Ci-après (voir Table 1), TIGF met en avant un ensemble de ratios mettant en évidence le traitement discriminatoire réservé aux opérateurs dans le régime régulé envisagé. Trois types de ratios sont calculés :

- La ratio de la valeur de BAR envisagée par la CRE, par la capacité technique disponible de chaque opérateur (en volume (M€/TWh) ou en débit de pointe (M€/GWh/j))
- Le ratio des revenus autorisés (borne basse et borne haute) par la capacité technique disponible de chaque opérateur

- Le ratio des charges nettes d'exploitation divisées par la capacité technique disponible de chaque opérateur

Il apparaît clairement de ces éléments que la CRE entend attribuer une valeur initiale et une rémunération moindre aux infrastructures de TIGF, alors même que la Commission est informée de la surperformance commerciale et économique de TIGF constatée ces dernières années.

	BAR		Revenu Autorisé				Charges nettes d'exploitation	
Ratio	M€/ (GWh/j)	M€/TWh	M€/ (GWh/j)		M€/TWh		M€/ (GWh/j)	M€/TWh
			Min	Max	Min	Max		
Storengy	2.3	33.9	0.33	0.39	4.92	5.69	0.12	1.82
TIGF	1.9	31.7	0.25	0.29	4.2	4.89	0.08	1.27

Table 1 – Comparaison des coûts unitaires de chaque opérateur

Les graphiques suivants caractérisent plus avant le traitement discriminatoire des opérateurs, qui est le résultat de l'insuffisante prise en compte de l'historique de fonctionnement du marché et de la valeur différents sites reconnue par le marché:

- la fourchette de revenu envisagée par unité de volume des stockages s'inscrit en deçà des niveaux historiques moyens pour TIGF, et en ligne avec les niveaux historiques moyens pour Storengy et Géométhane,
- la fourchette de revenu envisagée par unité de capacité de soutirage des stockages s'inscrit également en deçà des niveaux historiques moyens pour TIGF, et au-dessus des niveaux historiques moyens pour Storengy et Géométhane,

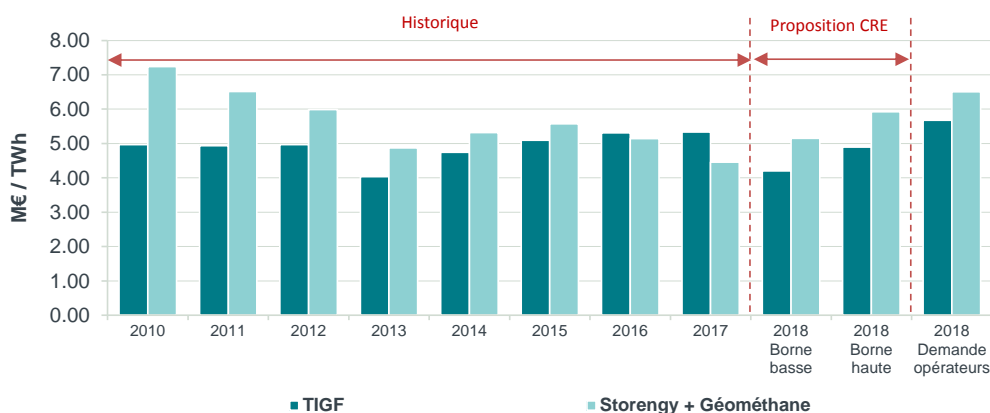


Figure 4 - Chiffre d'affaires par unité de capacité en volume (capacités techniques disponibles en TWh)

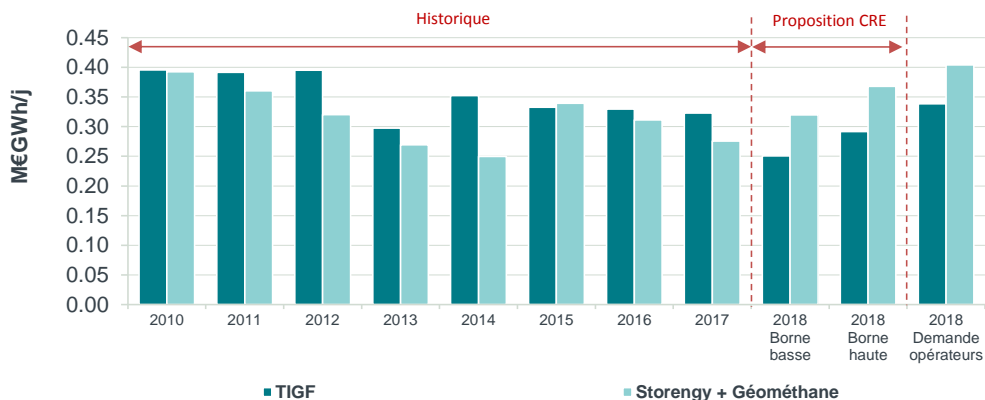


Figure 5- Chiffre d'affaires par unité de capacité de débit de pointe (capacités techniques disponibles en TWh)

Dans l'ensemble, les dispositions envisagées par la CRE pourraient être de nature à entraîner des surcoûts à l'avenir pour les utilisateurs du système gazier et les consommateurs français.

En effet, la CRE transpose largement le modèle de régulation utilisé pour les autres infrastructures gazières en France, mais sans reconnaître le contexte et les spécificités propres de l'activité de stockage.

Contrairement aux infrastructures de transport de gaz, la pression concurrentielle imposée par d'autres sites de stockages, mais aussi par d'autres formes de services de flexibilité est forte. Cette pression est d'autant plus marquée qu'il existe un nombre important d'actifs différents capables d'être mobilisés pour fournir un même service. Les sites de stockage offrent donc des produits de valeurs différentes, et dont *in fine* la valeur pour l'utilisateur final dépend des tendances observées sur le marché de gros, du côté de la demande et de l'offre, à l'échelle française mais aussi européenne.

Dans un environnement marchand, les décisions d'investissements reviennent aux opérateurs de stockage, qui en fonction de la dynamique de la demande déterminent :

- Les besoins d'investissement dans de nouvelles capacités – ainsi que la localisation de ces investissements et les services qu'ils permettent de proposer
- Les besoins d'investissement pour entretenir ou renforcer les capacités existantes – le cas échéant, quels sites sont concernés et quelle est l'importance de telles opérations
- Les besoins de mise sous cocon, voire de fermeture de sites

Dans ce contexte, les décisions sont prises sur la base des croyances commerciales formées par les opérateurs quant à l'évolution des marchés. Les opérateurs font face à des incitations fortes à prendre les décisions les plus

pertinentes et le risque pour les consommateurs de porter le coût d'investissements inefficaces en est réduit. En vertu de la réforme ATS, cette dynamique sera remplacée par un contrôle administratif direct des propositions que les opérateurs formuleront dans un régime apportant moins d'incitations à donner la priorité aux décisions dont la valeur de marché est la plus élevée.

Des dispositions alternatives de mise en œuvre de la réforme auraient pu contribuer à réduire le risque lié à la distorsion des incitations que procurait le marché avant la mise en œuvre de la réforme ATS. En particulier, la Mission Interministérielle sur le stockage de gaz préconisait une approche fondamentalement différente, reposant sur la prise en compte explicite de la performance relative des opérateurs. D'autres approches encore maintiennent une exposition des opérateurs à un niveau de risque leur permettant de donner la priorité aux décisions d'investissement efficaces pour le système.

Dans sa délibération, la CRE n'examine pas de telles alternatives malgré leur intérêt indéniable à l'égard des acteurs du marché et des consommateurs. La mise en œuvre de la régulation envisagée par la CRE ne fait que transposer un cadre existant et maîtrisé, mais qui est inapproprié au regard des conditions spécifiques de l'activité de stockage de gaz.

Question 12 Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE?

TIGF est en accord avec l'assiette envisagée par la CRE mais demande à ce que soit clarifié le montant référence utilisé pour le calcul du tarif de compensation :

- Sur quelle base de recettes d'enchères la compensation sera-t-elle calculée le 31 mars ?
- Tiendra-t-elle compte uniquement des recettes effectives des enchères passées ou également des recettes estimées des enchères à venir ?

Par ailleurs, TIGF rappelle ici sa proposition faite en question 4, d'intégrer la couverture des coûts de constitution de stocks complémentaires dans le calcul du montant de la compensation qui sera effectué à l'issue des enchères. Le rapprochement entre les sommes dues et les sommes effectivement perçues pourrait, quant à lui, être introduit dans le CRCP.

Question 13 Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation?

La méthode 2 proposée par les transporteurs, globalement bien accueillie par les acteurs du marché, semble appropriée. Elle est de surcroît très proche d'une répartition au prorata des « obligations », satisfaisant ainsi la volonté de ne pas

créer de fortes discontinuités avec l'ancien système tout en étant basée sur des informations connues des expéditeurs comme du client final.

Question 14 Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées?

TIGF est favorable à la méthode 2 mais relève qu'elle présente néanmoins une discontinuité avec le système existant concernant les clients à souscriptions. Ces clients ne paieront en effet une mensualité au titre de la compensation que les mois où leur souscription sera supérieure à leur consommation moyenne.

TIGF rappelle que le cas des ELD en régime dérogatoire vis à vis des souscriptions normalisées n'est toujours pas traité. Pour rappel, ces ELD ne disposent pas d'informations sur les profils de consommations de leur clientèle historique. Cela rend inapplicable à leur périmètre la méthode 2. TIGF a déjà proposé à la CRE une méthode complémentaire permettant d'inclure ces ELD dans le calcul de l'assiette.

Question 15 Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?

TIGF a proposé une méthode alternative qui présente l'avantage de limiter le nombre et le montant des flux financiers entre les opérateurs. Bien que présentant une asymétrie des actions de reversement à mener par les gestionnaires de transport, la méthode de TIGF n'est pas plus complexe à mettre en oeuvre.

Question 16 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour la première année?

La réforme de l'accès des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel a été engagée en 2015 dans le but de renforcer la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel de la France. La loi n°2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement prévoit ainsi, à l'alinéa 7 de l'article 12, que « le ministre chargé de l'énergie fixe chaque année par arrêté les stocks minimaux de gaz naturel nécessaires au 1^{er} novembre pour garantir la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel pendant la période comprise entre le 1^{er} novembre et le 31 mars ».

Dans ce contexte, TIGF estime que les modalités fixées par la CRE pour la première commercialisation des capacités de stockage en régime régulé doivent avoir pour unique objectif la maximisation des souscriptions lors des enchères

publiques afin d'atteindre les stocks minimaux fixés par le ministre chargé de l'énergie.

En effet, le manque de recul sur le fonctionnement de ce nouveau cadre réglementaire ainsi que le calendrier de mise en œuvre très contraint doivent inviter la CRE à reporter aux commercialisations futures toute incitation à la maximisation des revenus tirés des enchères qui, mal calibrée, risquerait de nuire à l'atteinte de l'objectif de la réforme.

TIGF est favorable à ce que les modalités de commercialisation fixées par la CRE laissent aux opérateurs la marge de manœuvre nécessaire pour définir, à partir des capacités techniques de leurs stockages, l'offre commerciale optimale répondant le mieux aux attentes du marché.

Question 17 Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 %des capacités disponibles avant le 31 mars 2018?

TIGF insiste sur le fait que la commercialisation ne pourra débuter qu'après la publication de tous les textes législatifs et réglementaires (loi, décrets, arrêtés et délibérations) définissant le nouveau cadre de l'accès des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel. En effet, les acteurs du marché ne pourront définir leur stratégie de souscription de capacités de stockage et donc participer aux enchères qu'une fois connues toutes les règles de ce nouveau cadre.

TIGF est ainsi favorable à ce que la commercialisation débute au plus tôt le deuxième lundi suivant la publication du dernier texte nécessaire à la définition du nouveau cadre réglementaire. Au vu du calendrier prévisionnel de la réforme, la commercialisation pourrait alors débuter :

- soit le lundi 26 février si tous les textes nécessaires sont publiés avant le 16 février ;
- soit le lundi 5 mars si le dernier texte nécessaire est publié entre le 19 et le 23 février ;
- soit le lundi 12 mars si le dernier texte nécessaire est publié entre le 26 février et le 2 mars.

Si la commercialisation débute bien à l'une de ces trois dates, TIGF estime qu'il lui sera possible de proposer à la vente 100% de ses capacités disponibles avant le 31 mars 2018. En revanche, si la commercialisation devait débuter après la mi-mars, TIGF demande à ce que la date de fin de la phase initiale de commercialisation soit reportée au 30 avril 2018.

Cette date apparaît comme l'échéance la plus tardive compatible avec les contraintes techniques liées au remplissage des stockages. En effet, pour que les stocks minimaux fixés par le ministre chargé de l'énergie puissent être atteints au 1^{er} novembre, les premières injections de gaz dans les stockages devront impérativement démarrer fin avril au plus tard.

Question 18 Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable?

TIGF estime contraire à l'objectif de la réforme toute disposition qui entraverait la commercialisation de ses capacités de stockage au motif que celles-ci sont moins nombreuses que celles de son concurrent. TIGF considère ainsi que les deux opérateurs devraient disposer du même nombre de journées d'enchères, indépendamment des volumes de capacités à commercialiser.

Si toutefois il était retenu un nombre de jours d'enchères dépendant du volant de capacités à commercialiser, alors TIGF demande à ce que :

- les deux opérateurs disposent chacun de deux journées d'enchères lors de la première semaine de la phase initiale de commercialisation, de manière à ce que TIGF puisse proposer à la vente ses capacités disponibles au même rythme que Storengy ;
- les semaines suivantes, Storengy dispose de deux journées et TIGF d'une journée d'enchères.

Plus précisément, Storengy disposerait du mercredi et du jeudi de chaque semaine tandis que TIGF organiserait ses enchères chaque mardi ainsi que le lundi de la première semaine.

Question 19 Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?

En premier lieu, TIGF rappelle que, jusqu'à présent, d'une part la quasi-totalité des capacités de stockage françaises était proposée à la vente au même moment, et d'autre part la quasi-totalité des capacités de stockage de TIGF était souscrite en une seule journée, preuve que les fournisseurs savent s'adapter pour couvrir leurs positions gaz sur les marchés quel que soient les volumes commercialisés.

Néanmoins, tenant compte des réponses formulées par les contributeurs à la consultation publique de juin 2016, TIGF est favorable à ce que les capacités de stockage soient proposées en plusieurs lots. Ainsi, TIGF s'engage à ce que, comme souhaité par les fournisseurs, chacun puisse bénéficier d'une « seconde chance » en cas d'échec à une première enchère sur un produit de stockage donné, en organisant au moins deux enchères pour chaque produit standard commercialisé.

TIGF n'est en revanche pas favorable à la règle proposée par la CRE concernant le volume maximal proposé lors d'une enchère (7 TWh). Premièrement, comme rappelé plus haut, cette valeur semble bien inférieure à ce que le marché est capable d'absorber, et deuxièmement, elle présente le risque de conduire à d'importants volumes invendus dans le cas où les premières enchères seraient infructueuses. En conséquence, TIGF demande à ne pas contraindre arbitrairement et inutilement le rythme des ventes de capacités de stockage et à

laisser le marché décider librement du niveau de ses engagements. Si toutefois la CRE décidait de maintenir une telle règle, TIGF demande à ce qu'elle ne soit pas applicable aux dernières enchères organisées sur chaque produit standard avant le 31 mars.

Question 20 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur?

TIGF n'est pas fondamentalement opposé à la proposition de la CRE mais note que le nombre de produits accordés à Storengy est à la fois élevé par rapport aux souhaits émis par les contributeurs à la précédente consultation publique de juin 2016, et supérieur aux 9 produits²² proposés par Storengy pour l'année 2017-2018.

Question 21 Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF?

TIGF estime que le transfert des volumes invendus lors d'une enchère sur un produit de stockage donné sur une enchère ultérieure du même produit est une condition sine qua non de l'atteinte de l'objectif de maximisation des souscriptions de capacités de stockage lors de la phase initiale de commercialisation et qu'à ce titre, il ne doit pas être remis en question.

En ce qui concerne le transfert des volumes invendus sur une enchère ultérieure d'un autre produit de stockage, TIGF estime que cette possibilité, si elle est transparente et explicitée en amont du processus de vente aux enchères, permettra aux opérateurs d'adapter leur offre aux attentes réelles du marché et d'ainsi augmenter les chances d'atteindre l'objectif de maximisation des souscriptions de capacités.

Question 22 Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale?

La phase initiale de commercialisation des capacités de stockage doit conduire à l'atteinte des niveaux de souscription correspondant aux stocks minimaux garantissant la sécurité d'approvisionnement en gaz de la France pour l'hiver concerné. Pour ce faire, les offres des opérateurs lors de cette phase initiale doivent être les plus lisibles possibles et fondées uniquement sur des produits dits « standard » dont le cycle d'utilisation annuel répond aux exigences de la sécurité d'approvisionnement.

TIGF est donc favorable à cette proposition.

²² 8 produits catalogue (Serene Littoral, Serene Nord, Serene Nord +, Serene Sud, Serene Sud PEG, Sediane Nord, Sediane B, Saline) et 1 produit spécifique (Simply60) – source : www.mystorengy.fr

Question 23 Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE?

TIGF est favorable aux modalités proposées par la CRE. La vente des capacités restantes après atteinte des seuils minimaux nécessaires à la sécurité d'approvisionnement doit pouvoir être librement organisée par les opérateurs, tant pour les caractéristiques techniques des produits de stockage que pour les modes de commercialisation (enchères, guichets, premier arrivé premier servi...).

Question 24 Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?

TIGF considère que le calendrier très contraint et l'impérative simplification des modalités commerciales applicables à la première commercialisation en régime régulé justifient d'attendre la commercialisation de l'année stockage 2019-2020 pour proposer à la vente des capacités pluriannuelles ou sur les années N+2 et suivantes.

Question 25 Etes-vous favorable à une enchère à *fixing* pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes?

Pour la même raison de simplification des modalités applicables à la commercialisation de l'année stockage 2018-2019, TIGF est favorable à l'organisation d'enchères à *fixing* pendant la phase initiale de cette commercialisation. D'autres types d'enchères ou d'autres modes de commercialisation pourront être mis en œuvre pour la vente des capacités restantes à l'issue de cette phase initiale.

Question 26 Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en *pay as cleared*?

La majorité des contributeurs à la consultation publique de juin 2016 s'étant prononcée en faveur d'une adjudication en *pay-as-clear*, TIGF estime que, de fait, c'est ce mode d'adjudication qui maximisera la participation du marché lors des enchères et par suite les chances d'atteindre l'objectif de la commercialisation.

TIGF est donc favorable à un prix d'adjudication fixé en *pay-as-clear*.

Question 27 Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?

TIGF y est favorable.

Question 28 Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs?

TIGF y est favorable.

Question 29 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année?

TIGF estime que cette question ne se pose pas en raison du calendrier très contraint et des développements informatiques déjà engagés par les opérateurs afin de pouvoir organiser leurs enchères de capacités de stockage sur des plateformes fiables et faciles d'utilisation.

Si lors des travaux menés par la CRE en 2016, une majorité d'acteurs s'était déclarée en faveur d'une plateforme d'enchères commune aux deux opérateurs pour des raisons de simplicité opérationnelle, nombre d'entre eux avaient également insisté sur la nécessité de limiter autant que faire se peut les coûts associés. De ce fait, et considérant qu'en tout état de cause la phase d'apprentissage de l'utilisation des plateformes de Storengy et TIGF sera terminée après la commercialisation de l'année stockage 2018-2019, il apparaît à TIGF que l'option d'une plateforme commune n'est plus du tout envisageable.

Question 30 Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère?

TIGF n'y est pas opposé dans la mesure où l'unique objectif de la première commercialisation des capacités de stockage en régime régulé est la maximisation des souscriptions.

Cette position serait remise en question par l'introduction de mesures incitatives portant sur les revenus tirés des enchères. En effet, dans un contexte de potentielle sur-offre de capacités, la publication du prix de réserve aura tendance à focaliser les demandes des participants au niveau de ce prix de réserve et ne favorisera pas le jeu de la concurrence permettant de révéler la vraie valeur du stockage.

Question 31 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage?

Compte tenu de la création de la TRF au milieu de l'année stockage 2018-2019, TIGF estime bien réel le risque que certains produits de stockage proposés au sud de la France soient valorisés par le marché à des niveaux négatifs. Or, comme il est inconcevable d'ouvrir la possibilité de vendre les capacités de stockage à prix négatifs pour les raisons évoquées dans la consultation publique, ces produits seront largement boudés par le marché au profit des produits situés au nord si rien n'est fait pour neutraliser l'impact de la création de la TRF, une situation source de nombreuses difficultés logistiques menaçant la sécurité d'approvisionnement des consommateurs du sud de la France.

En conséquence, TIGF n'est pas favorable à la proposition de la CRE et demande à ce que l'impact de la création de la TRF au milieu de l'année stockage 2018-2019, estimé par le cabinet Pöry à un minimum d'1 €/MWh, soit pris en compte au niveau du prix de réserve des produits de stockage du nord de la France. TIGF suggère ainsi à la CRE de fixer les prix de réserve applicables aux produits standard comme suit :

- $Pr_{Sud2018} = 0,01 \text{ €/MWh}$ pour tous les produits standard des stockages du sud de la France ;
- $Pr_{Nord2018} = 1,01 \text{ €/MWh}$ pour tous les produits standard des stockages du nord de la France.

Question 32 Si des prix de réserve s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits?

TIGF préconise de ne pas intégrer dans la méthodologie de détermination des prix de réserve une variable fonction de la performance des produits de stockage pour les raisons suivantes :

- mal paramétrée, cette variable pourrait conduire à fixer des prix de réserve supérieurs à la valeur de marché des produits de stockage concernés ;
- en partant d'un même prix de réserve suffisamment bas pour tous les produits, le mécanisme d'enchère révélera d'autant mieux la valeur de marché de chaque produit ;
- la simplification des modalités d'enchères devrait favoriser la participation et contribuer à l'atteinte de l'objectif de maximisation des souscriptions.

Question 33 Si des prix de réserve s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF?

Comme expliqué dans la réponse à la question 31, la formule proposée par Storengy, si pertinente soit-elle, se heurte à la problématique relative à l'impossibilité de vendre des capacités de stockage à prix négatifs. En d'autres termes, compte tenu des conditions de marché actuelles, elle présente le risque de fixer des prix de réserve nuls pour les produits de stockage du nord comme du sud de la France²³, favorisant ainsi les souscriptions au nord et menaçant par suite la sécurité d'approvisionnement des consommateurs du sud de la France. La proposition de TIGF vise à remettre sur un pied d'égalité – autant que faire se peut – les stockages du nord et du sud de la France, afin d'encourager les souscriptions de capacités de stockage sur l'ensemble du territoire pour garantir la sécurité d'approvisionnement de tous les consommateurs français.

Question 34 Si des prix de réserve devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 32, TIGF préconise de ne pas intégrer dans la méthodologie de détermination des prix de réserve une variable fonction de la performance des produits de stockage, représentative de la valeur d'arbitrage dite « extrinsèque » des produits de stockage. Cette valeur extrinsèque, qui dépend de nombreux autres paramètres que la seule capacité de soutirage, fait l'objet de calculs pointus propres à chaque acteur du marché qui ne sauraient être correctement synthétisés par une simple fonction inverse de la durée de soutirage des produits de stockage.

TIGF considère ainsi que indépendamment du dimensionnement des constantes, la formule proposée par Storengy présente le risque majeur de conduire à fixer des prix de réserve supérieurs à la valeur de marché des produits de stockage concernés, et demande à ne pas l'appliquer.

Question 35 Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B?

Dans la mesure où ces modalités sont transparentes et non discriminatoires, TIGF n'y est pas opposé.

²³ L'application numérique de la formule proposée par Storengy, en prenant l'hypothèse que le spread hiver-été 2018-2019 sera égal à 1,50 €/MWh, donne un prix de réserve nul pour tous les produits standard proposés en 2017-2018.

Question 36 Etes-vous favorable à la création de la «Concertation Stockage», avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?

TIGF y est favorable.

Question 37 Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?

TIGF demande à ne pas précipiter le calendrier des travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années. En effet, à ce stade, rien ne dit que la première commercialisation sera terminée au mois d'avril ou mai 2018 et qu'il sera alors possible de mener un retour d'expérience pertinent.

En outre, TIGF souhaite que la CRE relance le débat sur le calendrier de la commercialisation des capacités de stockage pour l'année 2019-2020, eu égard à la divergence des positions affichées sur la question par les différents contributeurs à la consultation publique de juin 2016. En la matière, TIGF rappelle qu'il lui semble souhaitable de ne pas trop allonger la période de commercialisation pour ne pas perdre l'intérêt du marché pour les produits de stockage. TIGF demande ainsi à la CRE de concentrer cette commercialisation sur les mois de janvier et février 2019, ce qui laisserait plus de temps à la Concertation Stockage pour s'organiser et définir puis mener sereinement les nombreux travaux nécessaires à l'élaboration des modalités commerciales applicables pour les années futures.